

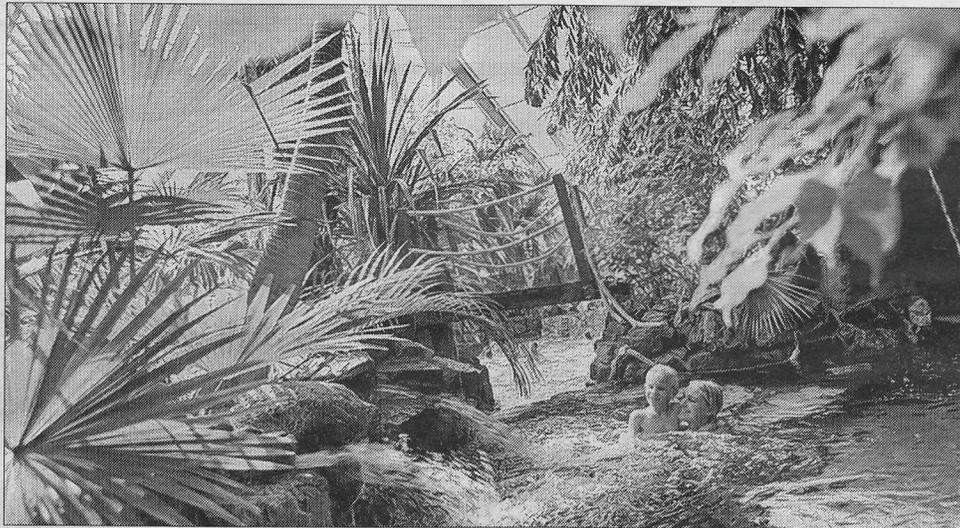
**CENTER PARCS - LE ROUSSET.** Le président du Département veut jouer la transparence.

# « On ne passera jamais en force »

La Commission nationale du débat public entrera en action au mois d'avril pour animer les échanges sur le sensible projet de Center Parcs prévu au Rousset.

Les projets de Center Parcs sont-ils en train de devenir les nouveaux Notre-Dame-des-Landes ? Face aux vives tensions que rencontre le projet de Pierre & Vacances dans l'Isère, la Saône-et-Loire est, elle, obligée d'avancer avec la plus grande prudence.

Hier, lors de ses vœux à la presse, Rémi Chaintron a donc tenu à présenter le discours le plus rassurant possible concernant le dossier Center Parcs actuellement en cours sur la forêt du Rousset. Le président du Conseil général a rappelé que la Commission nationale du débat public avait été saisie pour se pencher sur le projet : « Ce n'était pas obligatoire puisque le projet global est en dessous des 100 millions d'euros. Les frais seront d'ailleurs totalement payés par Pierre & Vacances. Cela représente tout le même quelques centaines de milliers d'euros, mais c'est le coût de la transparence. » Concrètement, la Commission nationale du débat public devrait prendre ses quartiers au mois d'avril en Saône-et-Loire pour 6 mois de travail. Des réunions publiques seront organisées, des documents publiés. Il sera aussi possible



Pour que Center Parcs ouvre en 2018 au Rousset dans le Charolais, le Département le sait, il va falloir rendre un dossier parfait et jouer le jeu de la transparence. Photo D.R.

de déposer des cahiers d'acteurs. Bref, tout doit pouvoir être demandé et explicité. Le Groupe Pierre & Vacances sera d'ailleurs obligé d'apporter des réponses précises. « On ne passera jamais en force », insiste le président du Conseil général qui rappelle que les associations d'opposants sont déjà invitées à tous les comités techniques en préfetu-

re : « Nous avons aussi besoin d'elles. Tout projet, pour être exemplaire, a besoin de barrières. Mais les recours ne doivent pas n'être déposés abusivement juste pour retarder le travail. »

## Un tiers des arbres abattus

Rémi Chaintron prend ainsi soin de rappeler que le site

du Rousset n'est pas une zone humide comme Roybon. Et, contrairement au projet de parc à Poligny dans le Jura, en Saône-et-Loire la forêt concernée appartient à des propriétaires privés : « Ce n'est pas un endroit où on allait se promener. » Il signale aussi que seuls 1/3 des arbres de la zone seront coupés et que Pierre & Vacances devra au moins en



**RÉMI CHAINTRON**  
Président du  
Conseil général

« Notre projet est plutôt très bien engagé, il ne prête pas le flanc à des recours. »

replanter autant. « On parle de la consommation d'eau, mais chez eux aussi les gens consomment ! On parle de la piscine du parc, mais mieux vaut une piscine collective que des piscines privées ! Quant à la serre tropicale, elle évite d'avoir à prendre l'avion... » argumente encore le socialiste. Selon lui, le débat public ne devrait pas énormément retarder le projet, puisque les études techniques continueront à être réalisées en parallèle. « Notre projet est plutôt très bien engagé, il ne prête pas le flanc à des recours, qu'il s'agisse de l'emplacement ou du plan de financement » L'ouverture du Center Parcs du Rousset est toujours espérée pour le printemps 2018. Le Conseil général et la région ont prévu d'investir 15 millions dans l'achat d'une partie des infrastructures du parc. Goût global du chantier : 70 millions d'euros

## Élections : Chaintron « raisonnablement optimiste »

Alors que l'on promet déjà des élections catastrophiques en mars pour la gauche, Rémi Chaintron, président socialiste du Conseil général, refuse de céder à la panique et se dit « raisonnablement optimiste. » Lui, qui est candidat sur le nouveau canton de Louhans, est fier de son bilan à la tête du Département. Les candidats de sa majorité devraient être tous connus dans les prochaines semaines. Même chose pour le projet que Rémi Chaintron proposera à

ses électeurs. Et le socialiste ne compte pas cacher son étiquette politique : « Moi, je ne rends pas ma carte, je suis socialiste et peut-être même plus que certains des dirigeants actuels... » Et lorsque l'on évoque un possible basculement du Département en mars, Rémi Chaintron joue les Cassandre : « En cas de changement de majorité, je ne donne pas cher de la RCEA sans péage, des transports scolaires gratuits, des tarifs très bas dans les cantines... »